



Les représentants FSU décident de ne pas participer au CTSD du jeudi 28 mars 2019.

Une nouvelle fois, le CTSD est convoqué après le CTA, ce qui ne permet pas de faire remonter les difficultés locales au niveau rectoral. Comment garder « confiance » entre guillemets dans un tel semblant de dialogue social ? Par exemple, aucune prise en compte de nos propositions lors de la réforme du lycée, la constitution des programmes. Le lycée 4.0 imposé par la région avec l'appui des rectorats se met en place au mépris de la liberté pédagogique, des attentes des collègues, ainsi que de la santé des élèves. Au niveau départemental, nous remarquons la même existence d'un dialogue de sourds : Exemples parmi d'autres, aucune prise en compte des demandes des collègues du lycée Bachelard concernant la spécialité Sciences de l'ingénieur, aucune prise en compte du rejet de la suppression de la SEGPA à Aix en Othe. Ces deux mouvements étant marqués par des grèves locales extrêmement suivies. Et ce ne sont que les parties émergées de l'iceberg : de nombreux collègues sont en souffrance sans que cela ressorte au grand jour, et sans réaction de l'institution. Nous tenions également à vous alerter sur des mises en danger des personnels. Nous vous demandons la mise en œuvre des protections légales qui vous incombent, telle la protection fonctionnelle déjà demandée lors de la CAPD du 12 mars. Votre réponse est quasi systématiquement « les services font ce qu'ils doivent faire ». Nous apprenons ainsi que dans le collège Eurêka, plusieurs collègues ont été agressés ou mis en danger sans que la protection fonctionnelle ne soit mise en place.

Dans l'Aube, on note 16 suppressions de postes, 7 divisions en moins pour davantage d'élèves (+21). La moyenne d'élèves par classe n'a jamais été aussi mauvaise. Pour nous, au moins une trentaine de divisions d'établissement sont potentiellement sous surveillance. Les SEGPA sont sacrifiées au nom d'un collègue soi-disant inclusif. Elles subissent une attaque sans précédent dans le département avec – 63 élèves en deux ans. Or, ce sont des classes pourtant reconnues pour obtenir des résultats probants pour traiter de la grande difficulté scolaire. Imposer des organisations en îlots, contre toute liberté pédagogique, ne résoudra aucunement les difficultés.

Dans un contexte de tension forte à tous les degrés de l'Institution, l'inexistence d'un véritable dialogue social nous amène aujourd'hui à ne pas siéger. Nous vous demandons, M. Bablon, un véritable dialogue social au sein de notre département.